

Déclaration DP Force Ouvrière du 10 novembre 2010

Cette réunion DP se déroule alors que les braises du conflit des retraites ne sont pas éteintes. D'ailleurs comment pourraient elles s'éteindre tant les revendications que Force Ouvrière, les cheminots mais aussi les salariés de ce pays ont porté restent d'actualité.

C'est pourquoi nous avons du mal à comprendre, la raison de la levée du préavis par les 4 OS dites représentatives à la SNCF.

Parce que le projet de loi sur les retraites est dicté par des raisons liées aux marchés financiers et aux engagements restrictifs au plan européen, ce qui en fait un élément clef du plan d'austérité mis en place.

Parce que ce projet constitue une contre-réforme très largement rejetée par les salariés et se situe à l'opposé des propositions et revendications défendues et déclinées par FORCE OUVRIERE.

Dès le départ FORCE OUVRIERE a revendiqué le retrait de ce projet pour une autre réforme basée sur le financement et répondant aux besoins sociaux.

Convaincue, parallèlement, que l'unité d'action était nécessaire, FORCE OUVRIERE s'y est pleinement engagée, sur ses positions, dès le début de l'année. Plusieurs manifestations inédites et exceptionnelles par leur nombre et leur ampleur n'ont pas fait céder le gouvernement qui a affiché un mépris et une conception autoritaire du dialogue social.

Pour FORCE OUVRIERE, tout n'a pas été tenté pour obtenir satisfaction, notamment l'appel commun à la grève pour solidifier, coordonner et unifier un mouvement qui a pris la forme de grèves reconductibles, de débrayages, de manifestations et d'actions.

FORCE OUVRIERE continuera à marteler ses positions et revendications et à prendre des initiatives en matière de retraites dans les semaines et mois à venir, excluant de faire oublier ou de zapper les retraites au profit d'autres dossiers qui seront traités à part et sur lesquels notre cahier revendicatif est prêt.

Le bureau confédéral confirme, par ailleurs, son opposition à toute mise en place d'un régime unique par points ou comptes notionnels, antichambre de la capitalisation. Revendication portée par l'un des portes paroles de l'intersyndicale à savoir M Chérèque.

Dans le même temps, y compris par respect des salariés qui ont fait grève, FORCE OUVRIERE ne saurait s'engager ni dans une stratégie d'oubli ou de diversion, ni dans une stratégie d'épuisement.

Pour toutes ces raisons, FORCE OUVRIERE n'a pas participé à la réunion des syndicats du 8 novembre et réaffirme sa pleine disponibilité et son plein engagement pour construire réellement le rapport de force dans une démarche de résistance et de reconquête.

Où en est-on aujourd'hui ?

La contre-réforme a-t-elle été retirée ? La réponse est bien évidemment **NON !**

Y a-t-il eu des avancées ? La réponse est **NON !**

Alors pour quelle raison lever le préavis ? Pour satisfaire la CFDT ? On peut le croire...

Le boycott des instances représentatives a-t-il été décidé par les 4 OS représentatives dont certaines ont brillé par leur absence lors du conflit sur les retraites.

A Force Ouvrière, nous sommes et demeurons **libres et indépendants** vis-à-vis des gouvernements, directions mais aussi des autres centrales syndicales. Et donc c'est dans nos structures et en fonction de l'actualité que nous décidons ou pas de siéger dans telle ou telle instance.

En tout état de cause pour Force Ouvrière, nous ne marcherons pas dans les combines, fussent-elles imposées par la loi sur la représentativité.

A ce sujet nous tenons à dire haut et fort que nous sommes solidaires des camarades du GAT, comme des autres cheminots qui sont menacés de sanction, il s'avère que le sujet dépasse le cadre tant de l'établissement que du régionale et que la balle soit maintenant dans les mains du national. Nous sommes donc prêts à Force Ouvrière, de faire le nécessaire afin qu'aucune sanction ne frappe les cheminots.

Ne faudrait-il pas faire une demande au national avec les deux organisations qui ont des élus sur le Technicentre de Paris Nord à savoir FO et la CGT, nous y sommes favorables, nous pensons que l'heure est trop grave pour se cacher derrière la loi sur la représentativité pour boycotter FO. Il en va de l'avenir des cheminots qui sont aujourd'hui menacés.

Joncherolles le 10 novembre 2010

Nous regrettons une fois de plus la volonté de la CGT de vouloir faire cavalier seul en appelant à une AG sans nous solliciter auparavant, et en nous mettant devant le fait accompli. **Autant nous refusons le boycott systématique des Instances Représentatives du Personnel en laissant la direction décider de tout, autant nous réaffirmons notre volonté de construire l'unité d'action sur des revendications claires.**

A la suite de cette déclaration, la délégation FO a décidé de quitter la DP, nous espérons que nos camarades de la CGT comprendront enfin que la loi sur la représentativité les aveugle au détriment de l'unité d'action pour défendre les cheminots menacés de sanctions.

Nous souhaitons qu'elle réponde favorablement à une interpellation nationale de la direction du Fret et du Matériel pour sauver les camarades du Bourget.

REJOIGNEZ LE SYNDICALISME LIBRE ET INDEPENDANT, REJOIGNEZ FORCE OUVRIERE

La délégation FO du Technicentre de Paris Nord

